

INSTITUTIONS INTERNATIONALES



QUELQUES INSTITUTIONS INTERNATIONALES IMPORTANTES

LE RÔLE DE LA BANQUE MONDIALE

La [Banque Mondiale](#) est un organisme public International fondé en 1944 et dirigé par ses pays membres. Chaque année, la Banque Mondiale fournit des milliards de dollars en prêts, garanties, et autres types d'assistance financière aux gouvernements et aux entreprises privées en Afrique, Asie, Moyen Orient, Amérique Latine et Europe de l'Est. Ces opérations influencent les lois, les règlements, les dépenses des gouvernements et les décisions concernant l'investissement du secteur privé dans les pays du monde entier.

LE RÔLE DU FMI

Le [Fonds Monétaire International](#) (FMI) cherche à assurer la stabilité du système financier international et à créer les conditions d'une croissance économique durable. Depuis sa fondation en 1945, il doit permettre aux pays membres de surmonter des crises temporaires de financement des déficits extérieurs. L'octroi de prêt par le FMI est conditionné par la mise en œuvre de politiques d'ajustement structurel consistant, aux yeux de l'institution, un critère essentiel pour assurer les conditions d'une croissance durable, élément clé d'une réduction de la pauvreté.

Le FMI exerce également la surveillance des politiques macroéconomique, monétaire et de changes de ses membres. Il s'attache notamment à identifier les difficultés des systèmes bancaires susceptibles d'entraîner de graves déséquilibres macroéconomiques afin de prévenir les crises. Outre l'assistance financière qu'il fournit, le FMI propose une assistance technique dans des domaines très variés (budgétaire, monétaire, fiscal, statistique, juridique, technologies de l'information, etc.)

LE RÔLE DE L'OMC

Basée à Genève, l'[Organisation Mondial du Commerce \(OMC\)](#) est une organisation internationale regroupant (11/2015) 162 Etats membres. Fondée en 1995 afin de fournir un cadre aux négociations commerciales internationales, l'OMC vise à promouvoir la croissance du commerce international en éliminant tout obstacle au libre-échange. Autrement dit, le grand rêve de l'OMC, c'est d'instaurer la plus grande liberté possible en matière de circulation internationale des marchandises, des services et des capitaux. L'OMC est l'unique institution qui s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays.



DIFFICULTÉS



Les Institutions financières internationales (IFI) prétendent aider les pays en développement alors qu'on les force à ouvrir leurs marchés aux produits des pays industriels avancés, qui eux-mêmes continuent à protéger leurs propres marchés. Ces politiques sont de nature à rendre les riches encore plus riches et les pauvres encore plus pauvres.

Entre **1990 et 2000**, les Institutions Financières ont obligés des pays en voie de développement à appliquer des mesures économiques. Ces mesures ont été appelées « **Programmes d'Ajustement Structurels** » et n'ont absolument pas été bénéfiques pour ces pays. Le F.M.I les a par exemple encouragé à la privatisation de services publics (eau, **électricité, téléphonie**), la diminution des aides publiques et l'affaiblissement de la demande de biens et de services locaux.

Ces mesures ont dévasté les industries de certains pays, particulièrement les petites et moyennes entreprises qui fournissent la majeure partie de l'emploi.

Les politiques des Institutions Financières ont gravement altéré la viabilité des petits paysans, diminué la sécurité alimentaire et endommagé l'environnement. L'importation d'aliments à bon marché, la suppression des subsides à la production agricole, le retrait de l'Etat des activités de support technique, financier et commercial et l'accent mis sur l'exportation, ont accentué la marginalisation des petits fermiers et ont forcé ces derniers à surexploiter les ressources naturelles.

Depuis lors, il s'avère qu'aucun des objectifs poursuivis par les [PAS](#) n'a été atteint. Au contraire, il en ressort que ces politiques ont largement contribué à fragiliser les groupes sociaux les plus vulnérables, à accroître les distances sociales et la pauvreté et à aggraver certains problèmes d'ordre macro-économique.

L'intervention des IFI peut exercer des effets pervers.

Un mauvais diagnostic de la crise peut déboucher sur des solutions inappropriées; c'est le cas par exemple lorsque le FMI impose une libéralisation des marchés financiers lorsqu'ils n'y sont pas préparés, ou lorsqu'il impose des politiques monétaires et budgétaires trop restrictives finissant par brider la croissance économique.



LE CHANGEMENT EST POSSIBLE



Oxfam préconise des solutions abordables pour plus de justice et solidarité.

TAXE TOBIN

Cette taxe est baptisée de différente manière selon les pays – [taxe Robin des bois](#) au Canada, en France, au Royaume-Uni et en Espagne, *Taxe contre la pauvreté* en Allemagne (*Steuer gegen Armut*), *0,05* (*Zerozerocinque*) en Italie – mais il s'agit bien toujours de la même chose : une toute petite taxe sur les transactions des grandes banques qui pourrait dégager et fournir des milliards de dollars pour aider les citoyens et citoyennes et combattre la pauvreté à travers le monde.

A EGALITÉ

Le fossé entre riches et pauvres prend des proportions vertigineuses. Saviez-vous que 1 % de la population possède plus que l'ensemble du reste du monde ? Et qu'**à eux seuls, 62 milliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale** ? Chaque année, l'écart entre les riches et les pauvres se creuse davantage et cette tendance est alimentée par le recours aux paradis fiscaux. Pas moins de 7 600 milliards de dollars d'avoirs personnels sont cachés dans des comptes offshore, ce qui a des effets dévastateurs sur les plus pauvres.

De telles inégalités économiques extrêmes entravent la lutte contre la pauvreté dans le monde et accentuent d'autres inégalités, notamment entre les femmes et les hommes. Il est temps d'éradiquer les paradis fiscaux et de mettre fin aux inégalités.



LE SAVIEZ-VOUS ?

- Le FMI a salué la manière avec laquelle la Bolivie s'est redressé économiquement ces 10 dernières années. L'institution a cité la Bolivie comme un exemple pour les autres pays d'Amérique du Sud... L'ironie est que la Bolivie a appliqué tout le contraire de ce qu'avait préconisé le FMI.
- Les négociations de l'OMC se sont converties en une lutte des pays riches pour ouvrir les marchés des pays en développement en faveur de leurs grandes entreprises.
- Aujourd'hui, plus de 80 % des investissements étrangers dans les pays en développement sont constitués par des capitaux privés, contre 50 % au début des années 90.
- Christine Lagarde la Présidente du FMI «ne paie pas d'impôts sur le revenu» (en vertu de son «statut spécial» dans cette instance internationale, bien que «son salaire s'élève à 380.939 euros». Cela ne l'a pas empêché de déclarer que «les Grecs devaient commencer par payer tous leurs impôts» et, d'envisager «leur sortie de la zone euro».



PLACE AU DÉBAT

- Les pays du Nord, via l'OMC, ont-ils le droit de faire pression sur les pays du Sud afin qu'ils suppriment tout « protectionnisme » de leur économie et qu'ils abaissent les tarifs douaniers ? A qui profitent ces conditions ?
- Quels sont en général les produits les moins chers : ceux vendus par les multinationales étrangères ou ceux issus du commerce local ?
- Nestlé emploie directement 160.000 personnes et a passé des contrats avec 600.000 agriculteurs. Les travailleurs d'un des deux groupes ne gagnent presque rien, les autres vivent très confortablement. De qui s'agit-il ?



OUTILS PÉDAGOGIQUES

- Jeu de rôle sur l'impact de la finance mondiale [Ethica](#)
- Jeu de rôle sur les produits financiers [Jeu de la ficelle financière](#)